

# LES DETERMINANTS DE LA CONFIANCE DES MÉNAGES AU CAMEROUN : UNE ANALYSE DE GENRE, DES MILIEUX ET NIVEAUX DE VIE

Jean Pierre MEMANG ANGO<sup>1</sup> et Francis MENJO BAYE<sup>2</sup>

E-mail: memangjeanpierre@yahoo.fr et bayemenjo@yahoo.com

## RESUME

*Cette étude étudie la typologie de la confiance à partir des données fusionnées issues des enquêtes Camerounaises réalisées auprès des ménages de 2007 et 2014. Suivant la construction de l'indice composite de la confiance « rayon de confiance », les résultats obtenus ont permis de constater qu'au cours de la période 2007-2014: (i) les ménages camerounais orientent leur confiance dans les associations sous forme d'épargne; (ii) les milieux urbains, les non-pauvres et les chefs de ménages hommes sont plus confiants par rapport aux milieux ruraux, aux pauvres et femmes. C'est ainsi que toute mesure de politiques publiques visant à accroître la confiance, devrait encourager la mise en place des coopératives afin de sécuriser les épargnes dans les associations.*

**Mots clés: Confiance, Bien-être des ménages, Inégalité et Cameroun.**

## ABSTRACT

*This paper studies the typology of trust among Cameroonian households using the 2007 and 2014 pooled Cameroon household consumption surveys collected by the government statistics office. From the construction of a composite index of trust "radius of trust", the results obtained, found that Cameroonian households, during the period 2007-2014: (i) direct their expenses in the form of savings in associations; (ii) urban areas, the non-poor and male headed households are more confident compared to rural areas, the poor and way women. For policymakers, it might be suggested to increase the level of trust through the establishment of cooperatives for savings security measures in associations.*

**Key Words: Trust, household Welfare, Inequality and Cameroon.**

---

<sup>1</sup> Étudiant en PhD, Université de Yaoundé II-Soa

<sup>2</sup> Professeur en Économie de Développement, Université de Yaoundé II-Soa

# 1 INTRODUCTION

Pratiquement à la dérive et n'ayant pu relever un ensemble des grands défis qui l'interpellent, le Cameroun est au bord du développement mondial. Le système social se désagrège et les grands équilibres sont profondément ébranlés. Le système économique est désarticulé et les conditions de vie se caractérisent par une paupérisation<sup>3</sup> généralisée, un chômage massif, une inflation, et un pouvoir d'achat quasiment inexistant. L'autorité de l'État est considérablement en baisse de crédibilité au regard des groupes illégaux qui apparaissent appuyés par des bandes armées hors la loi. Les valeurs éthiques sont en marge du comportement des citoyens et des rapports sociaux. La confiance des camerounais/ménages entre eux et envers les autorités publiques, est en baisse.

Depuis la mise en place du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) au sortir du point d'achèvement de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (IPTE), des visions ont été élaborées pour la lutte contre la pauvreté. Des tentatives de solutions ont fait appel à la confiance de manière empirique (Touna, 2008) et politique suivant une quête pour la justice sociale (Biya, 2018).

Tirant ses origines dans la sociologie des réseaux de Coleman (1990), Putnam (1995) désigne la confiance comme étant l'une des caractéristiques du capital social parmi lesquelles l'organisation sociale, les réseaux et les normes visant à faciliter la coordination et la coopération pour l'obtention d'un bénéfice mutuel.

De nombreuses études distinguent plusieurs types de confiance. Il s'agit de: (i) la confiance sociale ou généralisée qui fait allusion à la tendance, le champ social en autant d'espaces distincts, définis non seulement par une activité donnée (affaires, famille et école), mais aussi pour un degré défini de connaissances ; (ii) la confiance institutionnelle qui se rapporte aux institutions ; (iii) la « confiance contractuelle », où chaque membre est en accord avec des principes écrits ou oraux et sur laquelle repose l'exécution avec succès de toute transaction; (iv) la « confiance de compétence » qui fait allusion à l'attente que le partenaire va jouer son rôle de manière compétente ; (v) la confiance « de bon vouloir » ou « de bonne volonté », répandue à partir des religions, mais fait l'objet de vulnérabilité à cause des attentes mutuelles d'engagement ouvert<sup>4</sup>[Coleman J. (1990) ; Putnam R. (1995), p 65-78, Paxton P. (1999), p 88-

---

<sup>3</sup> Appauvrissement d'une catégorie sociale (Larousse, 2018).

<sup>4</sup> Dans ce type de confiance, il n'y a pas de promesses explicites comme au niveau de la confiance contractuelle, ni de standards professionnels fixés à atteindre, comme dans le cas de la confiance de compétence.

127 ; Uslaner E. et Conley R. (2003), p 331-360; Van O. et al. (2006), p 149-176 ; Hamilton K. et al. (2016)].

Dans le monde, la confiance explique pourquoi certaines sociétés sont meilleures que d'autres; pourquoi quelques pays sont mieux disposés à transformer des associations en grands organismes sur la base de la morale; et pourquoi certaines nations se développent plus rapidement que d'autres [Knack S. et Keefer P. (1997), p.1251-1288 ; Narayan D. et Pritchett L. (1999), p 871-897]. Des relations humaines aux relations internationales, la confiance lie les ménages, au sein d'un groupe de personnes, d'une communauté, d'une société et entre les pays [Ashraf N. et al. (2006), p 193-208]. Elle est une variable multidimensionnelle (Fukuyama F., 1995) et se caractérise par ailleurs comme une erreur principale et fondamentale où certains comportements en marge de l'éthique peuvent être bénéfiques à un groupe indépendamment de la rationalité [Binmore K. et Dasgupta P. (1986), p 1-48].

La confiance exige un certain niveau entre concurrents afin de se conformer aux règles sans se nuire [Weil F. (1986), p 759-788]. Elle se base sur la réciprocité, sans toutefois impliquer que les résultats soient divisés à partie égale (Knack S. et Keefer P., 1997). Cependant, cette dernière se tient dans les rapports entre (à des degrés différents) des pays socialistes ou capitalistes, développés ou sous-développés.

Du point de vue économique, Adam Smith (1776) précise que toute transaction économique repose sur la confiance. L'auteur fait intervenir à cet effet la « main invisible » en expliquant qu'elle agence les intérêts privés et n'est autre chose que l'ensemble des mesures de sécurité mises en place par les parties afin de faire asseoir la confiance lors de l'échange pour veiller sur leurs propres intérêts. C'est ainsi qu'une grande part du retard économique observée dans le monde s'explique par un manque de confiance mutuelle. La confiance fait preuve d'efficacité en tant que mode de coordination utilisé dans des économies développées et peut être appréhendée à travers l'analyse des coûts de transaction. Lorsque le coût d'un bien économique est généralement élevé au niveau du marché, la confiance apparaît très souvent comme un dispositif de coordination plus avantageux.

La performance économique des niveaux élevés de confiance permet de contribuer à l'augmentation des taux de croissance à partir de la baisse des coûts de transaction, la hausse des taux d'investissement et le gain en efficacité des pouvoirs publics par l'offre accrue de services publics. Pour les pays de l'OCDE par exemple, un niveau de confiance supérieur à 10% est associé à un taux de croissance annuel supérieur à 0,8%, à partir des données de

World Values Survey (WVS). Ainsi, les pays et les régions à niveau élevé de confiance, sont souvent plus égalitaires. Tandis que ceux qui font face aux difficultés de développement affichent des niveaux de confiance relativement bas [Helliwell, F. (2001) p 43-60]. La confiance est difficile à mesurer, elle constitue tout de même un concept plus étroit qui peut s'étendre dans les enquêtes/ questions posées différemment selon les liens sociaux/culturels/pays.

En effet, l'assurance et l'évaluation d'un bon degré de confiance sont possible avec le rayon de confiance. Un individu/ménage dispose du rayon de confiance élevé s'il est capable d'établir des relations avec des agents éloignés de lui dans l'espace social. A ce propos, le rayon de confiance se décrit comme un cercle des personnes où la mesure varie en fonction des normes de coopération (Fukuyama F., 1995). Cette compréhension du rayon de confiance pour une coopération civique repose dans la mesure où il est d'autant important de souligner que le niveau de coopération est élevé [Delhey J. et Newton K. (2005), p 311-327]. La confiance est sollicitée au sein des ménages, des milieux de résidence (rural et urbain), des niveaux de vie (pauvres et non-pauvres), des genres (hommes et femmes), des sociétés ou tout autre domaine rassemblant les populations pour mener à bien de nombreux processus liés à la croissance, notamment le développement (INS, 2008).

Les institutions formelles (lois) et informelles (culture, traditions, religion, éthique et confiance) constituent le moyen de réduire l'incertitude en fournissant une structure stable à la vie quotidienne. Lorsque les institutions formelles fonctionnent de manière inefficace, celles relevant du secteur informel se classent au second rang, car elles reflètent le comportement fondé sur l'opportunisme des relations socio-économiques entre individus et organisations. Ainsi, les institutions informelles qui incarnent la confiance, sont transmises d'une génération à l'autre sous des formes plus ou moins modifiées représentant un vieil éthos projeté au présent à l'aide de mécanismes spécifiques tels l'imitation et l'apprentissage (North, D. 1990).

Sur l'étendue du territoire camerounais, les échecs des institutions financières formelles telles que la « Campost<sup>5</sup> » relativement sur l'incapacité à rembourser l'argent de ses épargnants et la faillite de « Cofinest<sup>6</sup>», ont privé de nombreux ménages à accéder à leurs économies. Ces

---

<sup>5</sup> Campost, acronyme de Cameroon Postal Services, est l'opérateur postal public camerounais. Cet opérateur propose également des services bancaires et des solutions numériques. Campost est né en avril 2004 de la fusion de la Sonaposte (Société nationale des postes) et de la Caisse d'Épargne Postale (CEP).

<sup>6</sup> Le 18 février 2011, la Compagnie Financière de l'Estuaire (Cofinest) l'un des principaux établissements de microfinance du Cameroun fermait les portes de ses 27 agences à travers le pays, semant la panique parmi plusieurs dizaines de milliers d'épargnants.

situations ont également contribué à renforcer la tendance de la méfiance envers lesdites institutions. De nombreux Camerounais travaillent dans le secteur informel (soit 90%) : en l'absence de fiche de paiement, la grande majorité des ménages utilise le système des Tontines<sup>7</sup>. Dans le cadre du processus d'élaboration de la stratégie nationale de la micro finance, il ressort que 60% des Camerounais ne font pas confiance aux Établissements de Micro Finance (EMF), et que 58% des ménages interrogés préfèrent épargner dans les associations/tontines, offrant des opportunités meilleures en terme d'intérêts et moins contraignantes en matière de garantie.

La confiance décrite façon généralisée suivant les ménages pauvres et de non-pauvres, précise que ces deux classes sociales disposent d'éléments importants (notamment l'assistance aux événements heureux et malheureux et l'emprunt) qu'ils peuvent mobiliser en cas de besoin. Dans le cas des ménages qui vivent en milieu urbain et rural, 5,6% contre 5,5% ont respectivement bénéficié d'un crédit. Ainsi 52,4% des ménages urbains contre 37,2% des zones rurales appartiennent aux associations (INS, 2008). Le pourcentage de ménages dont au moins un membre a déjà effectué une demande d'obtention de crédit auprès d'un établissement financier formel est très faible. Le système bancaire et les types de garanties demandées, suscitent une baisse de motivation pour les ménages sur la demande de crédits. Les ménages non-pauvres (10,1%) par rapport aux pauvres (7,0%) sont plus nombreux à avoir un membre ayant obtenu un crédit (INS, 2014).

Les associations<sup>8</sup> jouent en effet un rôle important dans l'amélioration de l'accès au crédit pour le financement par exemple des activités génératrices de revenus. Pour 9,2% de ménages, au moins un membre de chaque ménage a effectué une demande de crédit auprès d'une structure quelconque de financement, 1,6% a obtenu un crédit auprès d'une banque et 2,7% se sont tournés vers une micro finance. Le reste de ménages a eu recours en vers une tontine ou des tiers pour les voies les plus utilisées (INS, 2014).

Il est spécifié que la proportion de ménages qui disposent de l'épargne est de 26,7% au niveau national. Elle est de 36,2% en milieu urbain contre 19,0% en milieu rural. Suivant le niveau de vie, les ménages non-pauvres sont, en proportion, plus nombreux à avoir une épargne (32,2%) par rapport aux ménages pauvres (11,5%). Ceci laisse clairement transparaître le fait

---

<sup>7</sup> [www.editions2015.com/cameroun/index](http://www.editions2015.com/cameroun/index)

<sup>8</sup> Près de 6 ménages sur 10 ont des membres qui fréquentent des associations communautaires (59,1%), tandis que 13,3% sont dans les associations culturelles, sportives ou de loisirs. En outre, près de 11,1% de ménages ont au moins un membre qui milite dans les associations de développement, emploi et production de biens et services, et 8,5% sont dans les associations axées sur l'éducation, la formation, la santé et les services sociaux (INS, 2014).

que les ménages non-pauvres sont presque deux fois plus nombreux par rapport aux ménages pauvres à avoir un membre qui appartient à une association. La tendance de participation aux associations est plus fréquente chez les ménages résidant en zone urbaine (49,3%) par rapport à ceux résidant en zone rurale (37,1%) (INS, 2014).

La plupart des études basées sur le territoire Camerounais parmi lesquelles celles de Nana N. et Atangana O. (2012<sup>9</sup>) ; Ngoa T. et al. (2012) qui font allusion à la confiance, se focalisent sur le capital social. Cependant certains travaux (Étang A. et al., 2011 et Yogo T., 2014) étudient le niveau de confiance en analysant respectivement celui du milieu rural Camerounais pour lequel, il en ressort un niveau plus élevé par rapport celui de l'Afrique sur la base des données de la « World Value Survey » pour la période 1981-2007 sachant que ladite confiance est liée à l'environnement des pays Africains.

À la différence des travaux sus évoqués, ce travail s'oriente sur la composition et la structuration de la confiance pour les ménages au Cameroun. Il procède par ailleurs à une évaluation par niveau de vie, par zone de résidence et par genre. Pour ce faire, nous caractérisons la confiance à partir d'un indice composite intitulé « rayon de confiance » construit sur la base des indicateurs primaires<sup>10</sup> suivant l'analyse en correspondances multiples. Les diagrammes statistiques (histogrammes) générés pour la distribution du rayon de confiance nous permettent d'apprécier les niveaux de disparité suivant les sous groupes hommes et femmes d'abord, ensuite les niveaux de vie (pauvre et non-pauvre) et enfin les milieux de résidence (urbain et rural) entre 2007 et 2014. Notre travail se base sur la confiance généralisée malgré l'existence d'autres alternatives. Il s'agit de la confiance que l'on éprouve envers les gens que l'on connaît ou que l'on rencontre pour la première fois, la confiance envers des personnes ou des institutions étrangères et la confiance que l'on éprouve envers d'autres religions.

Deux principales raisons nous conduisent au choix de confiance sociale ou généralisée : (a) par comparaison aux autres formes de confiance, cette dernière fait appel à toute forme d'association ou de groupe. Ici la confiance généralisée tient compte du niveau de vie et la localité d'habitation. Elle permet d'établir également des relations de dominance suivant le niveau de vie, le milieu de résidence et le genre; (b) les données sur la confiance généralisée sont disponibles pour les enquêtes réalisées auprès des ménages ECAM 3 et 4, respectivement de 2007 et 2014.

---

<sup>9</sup> présentent le capital social afin d'étudier son efficacité sur le bien-être des producteurs agricoles.

<sup>10</sup> association, religion, épargne, crédit et statut matrimonial

La question qui se pose ici est celle de savoir : Quelle est la typologie de la confiance au sein des ménages du Cameroun entre 2007 et 2014 ? De manières spécifiques: (1) quelles sont les contributions relatives des indicateurs primaires à la construction de la confiance? (2) quelle est la différence de la confiance suivant la zone de résidence (rurale et urbaine), le niveau de vie (pauvres et non-pauvres) et le genre (chefs de ménage homme et femme)? L'objectif clé de cette étude, consiste à étudier la typologie de la confiance au sein des ménages camerounais. De façons plus spécifiques, il s'agit : (1) de déterminer les contributions relatives des indicateurs primaires à la construction du rayon de confiance ; (2) d'évaluer les disparités du rayon de confiance suivant le milieu de résidence, le niveau de vie et le genre. En guise d'hypothèses : (h<sub>1</sub>) les associations, l'épargne et le crédit semblent largement expliquer la confiance; (h<sub>2</sub>) les milieux ruraux, les pauvres et les chefs de ménages femmes sont susceptibles d'être plus confiants par rapport aux sous groupes homologués. Le reste de l'article s'articule autour de quatre principales sections. La deuxième section passe en revue le cadre d'analyse de la confiance et une méthodologie appliquée. La troisième section est consacrée aux résultats. Une dernière section vient conclure l'étude en proposant des implications de politiques publiques.

## **2 CADRE ANALYTIQUE ET METHODOLOGIQUE**

### **2.1 Cadre analytique**

Il ressort des approches théorique et empirique avec des principes de modélisation pour apprécier la confiance. Certaines études basent leurs mesures essentiellement sur les enquêtes [Zucker L. (1986), P 53-111 ; Butler J. (1991), P 643-663 ; Lawler E. et Yoon J. (1996), P 89-108 ; Macy M. et Skvoretz J. (1998), P 638-660 ; Narayan D. et Pritchett L. (1999)]. De nombreux indicateurs<sup>11</sup> en économie sont construits à partir des techniques de statistique multidimensionnelle.

---

<sup>11</sup> L'OCDE (2001) définit un indicateur comme étant une mesure quantitative ou qualitative dérivée d'une série de faits observés pouvant révéler des positions relatives (par exemple d'un pays) dans une zone donnée. Lorsqu'évalué à intervalles réguliers, un indicateur peut indiquer la direction du changement dans les différentes unités et à travers le temps. Un indicateur composite est formé lorsque les indicateurs individuels sont compilés en un seul indice sur la base d'un modèle sous-jacent. Les indicateurs devraient être normalisés afin de les rendre comparables. Une attention particulière doit être accordée aux valeurs extrêmes, car ils peuvent influencer sur les étapes suivantes dans le processus de construction d'un indicateur composite. Les indicateurs composites peuvent être visualisés ou présentés dans un nombre de façons différentes pouvant influencer leur interprétation. Greenacre et Blasius (1994) suggèrent l'Analyse des correspondances qui est une technique descriptive/exploratoire pour analyser variables discrètes avec de nombreuses catégories et de regrouper les informations pertinentes.

Lorsque les ménages sont décrits par un jeu de variables, plusieurs méthodes sont possibles selon le type de variables considérées (quantitatives ou qualitatives). Pour les variables quantitatives, l'obtention d'un indicateur à partir d'une ACP<sup>12</sup> est possible. Lorsque les ménages sont décrits par deux variables qualitatives, on peut construire un tableau de contingence et réaliser une AFC<sup>13</sup>. Si les ménages sont décrits par un jeu de plus deux variables qualitatives, alors on peut réaliser une ACM<sup>14</sup>. Dans le cadre de cette étude, la construction de l'indice composite de la confiance, entendu par rayon de confiance est mise en œuvre à partir de l'ACM.

La liaison d'un ensemble de variables a servi à l'élaboration d'un indice de confiance intitulé « rayon de confiance ». L'évaluation de cette dernière se détermine en fonction du facteur étudié. Au-delà de la construction d'un indice de confiance, par la suite vient la normalisation de différentes variables. Ainsi, la confiance est évaluée de différentes manières. L'intervalle [0;1] reste le mieux recommandé où 0 exprime une absence de confiance et 1, une confiance totale [Welch M. et al. (2007), p 23-46].

Dans l'approche de la décomposition, les premières mesures de l'inégalité datent du début du vingtième siècle, avec l'indice de Gini [Gini C. (1921), p 124-126]. Cet indice est après les mesures de la famille de l'entropie généralisée, l'un des plus utilisés. L'indice varie entre 0 (inégalité nulle) et 1 (inégalité totale). Sa structure est liée aux politiques de redistribution qu'il est possible d'effectuer au sein de la population afin de parvenir à un meilleur niveau d'équité. L'indicateur de Gini possède donc des propriétés intéressantes, qui incluent la propriété de décomposition [Gini C. (1921), p 124-126].

Il est nécessaire pour effectuer une décomposition que la population globale de ménages soit divisée en plusieurs groupes (par exemple hommes et femmes, milieux rural et urbain ; niveaux de vie pauvre et non-pauvre). La finalité d'une décomposition en sous-populations permet d'expliquer les niveaux de distribution de la confiance par le degré d'implication des différents groupes composant la population de ménages. Est-ce qu'un groupe participe plus

---

<sup>12</sup> L'Analyse en Composantes Principales (ACP) permet d'explorer les liaisons entre variables et les ressemblances entre individus (Quintyn et Verdier, 2010).

<sup>13</sup> Snee (1974) présente l'AFC comme méthode qui vise à rassembler en un nombre réduit le nombre de dimensions à partir des informations disponibles. Cette réduction est d'autant plus utile que le nombre de dimensions initiales est élevé.

<sup>14</sup> L'ACM est une méthode exploratoire multidimensionnelle qui fournit une représentation synthétique des catégories issues d'un ensemble de critères qualitatifs (Benzécri, 1977 ; Palm, 1993 ; Foko et al., 2007 ; Desbois, 2008).

qu'un autre à l'explication des inégalités de confiance ? Il s'agit de la question à laquelle la décomposition peut répondre [Atkinson, B. (1970), p 244-263; Sen A. (1973)].

La décomposition permet également de définir les groupes qui possèdent les plus fortes contributions à l'explication de l'inégalité totale. Elle ne se limite pas à la seule mesure des inégalités à l'intérieur de chaque groupe car elle admet le calcul des disparités du niveau de confiance entre les ménages appartenant à des groupes différents (Mussard S. et Terraza M., 2009). Par conséquent, le procédé de décomposition autorise l'estimation des inégalités à l'intérieur de chaque groupe (mesures intragroupes) et des inégalités entre les différents groupes (mesures intergroupes). Les questions auxquelles les décompositions peuvent répondre sont les suivantes : quelle est la part d'inégalité intergroupe dans l'inégalité totale ? quelle est la contribution des inégalités intragroupes à l'inégalité totale ? quelle est la participation d'un groupe précis à l'inégalité totale ou encore quelle est la contribution des inégalités entre deux groupes précis à l'inégalité totale ?

Theil H. (1972) applique une adaptation « locale » à l'aide de l'indice d'entropie ou de diversité multigroupe sur l'ensemble du territoire. Cet indice mesure la diversité sociale dans chaque unité spatiale de la zone d'étude. L'indice varie entre 0 et 1. Une valeur égale de 0 représente une homogénéité parfaite de l'unité spatiale (un seul groupe y réside). Pour une valeur proche de l'unité, celle spatiale est caractérisée par une forte hétérogénéité de populations.

## 2.2 Cadre méthodologique

Dans le cadre de cette étude, la construction du rayon de confiance s'effectue à la lumière de Greenacre M. et Blasius J. (1994) par une ACM. Au-delà de la technique de construction de notre indice composite à partir de l'ACM, les décompositions par Gini et d'Entropie Généralisé dans la suite permettent une évaluation des disparités de confiance par différent groupe de genre, de milieux de résidence et de niveaux de vie.

### 2.2.1 Spécification des modèles

La normalisation du rayon de confiance se décrit de façon suivante :

$$r_{norm}^t = \frac{r^t - \text{Min}(r^t)}{\text{Max}(r^t) - \text{Min}(r^t)} \quad (1)$$

avec  $r_{norm}^t$ , le rayon de confiance normalisé à l'année t;  
 $r^t$ , le rayon de confiance à l'année t;  
 $Min(r^t)$ , minimum du rayon de confiance à l'année t;  
 $Max(r^t)$ , maximum du rayon de confiance à l'année t.

Pour établir les possibilités de dominance pour le rayon de confiance suivant les groupes de genre au Cameroun, les niveaux de vie (pauvres et non-pauvres) et les milieux de résidence (rural et urbain), les histogrammes sont présentés pour la période de 2007 à 2014. Afin d'évaluer les disparités, nous appliquons dans un deuxième temps, tour à tour les évaluations par les indices de Gini et Entropie Généralisée.

Suivant les approches de certains travaux [Mookherjee D. et Shorrocks A. (1982), p 886-902 ; Dagum C. (1997), p 515-531], l'indice traditionnel de Gini est alors obtenu par une proportion de la covariance entre les niveaux standards et leur rang. Une propriété intéressante de l'indice de Gini standard stipule qu'il est égal à la moitié de la distance moyenne normalisée entre tous les niveaux de vie, soit:

$$I_G = \frac{1}{2\mu N^2} \sum_{i=1}^N \sum_{j=1}^N |y_i - y_j| \quad (2)$$

Avec  $\mu$  étant la moyenne de la population, N sa taille,  $y_i$  et  $y_j$  sont les différentes distributions des ménages i et j.

Après les calculs des coefficients de Gini en différents sous-groupes, nous pouvons obtenir l'équation totale suivante :

$$G = G_{intra} + G_{inter} + G_{trans} \quad (3)$$

Où :  $G_{intra}$  est la contribution des inégalités à l'intérieur des sous-populations ;  $G_{inter}$  est la contribution nette des inégalités entre les sous-populations ;  $G_{trans}$  l'inégalité inhérente à l'intensité de transvariation entre les sous-populations.

Il est possible d'obtenir le premier élément de l'indicateur d'entropie généralisée, la contribution des inégalités intragroupes à l'inégalité totale :

$$I_{\beta W} = \sum_{j=1}^k \frac{n_j \mu_j}{n \mu} \left( \frac{\mu_j}{\mu} \right)^\beta I_{\beta w_j} \quad (4)$$

$I_{\beta w}$  est une somme pondérée de l'indice d'entropie à l'intérieur de chaque sous population : ( $I_{\beta w_j} : j = 1, \dots, k$ ) où les poids sont  $(n_j \mu_j / n \mu) (\mu_j / \mu)^\beta$ .

Le deuxième élément de la décomposition de l'indice d'entropie généralisée est la contribution des inégalités intergroupes à l'inégalité totale :

$$I_{\beta b} = \frac{1}{\beta(\beta+1)} \sum_{j=1}^k \frac{n_j \mu_j}{n \mu} \left[ \left( \frac{\mu_j}{\mu} \right)^\beta - 1 \right] \quad (5)$$

L'équation (4) représente la partie intergroupe de l'inégalité totale, pondérée par la moyenne relative de chaque groupe  $\mu_j / \mu$ , et la taille relative de chaque groupe  $n_j / n$ ,  $\forall j = 1, \dots, k$ .

Les indices dérivés de l'entropie généralisée offrent uniquement une décomposition en deux éléments :

$$I_{\beta} = I_{\beta W} + I_{\beta b} \quad (6)$$

### 2.2.2 Données utilisées

Les données de cette étude proviennent des enquêtes camerounaises réalisées auprès des ménages, respectivement en 2007 (ECAM 3) et 2014 (ECAM 4). L'objectif principal d'ECAM 3 est d'actualiser le profil de pauvreté et les différents indicateurs des conditions de vie des ménages établis en 2001 et d'évaluer l'impact des principaux programmes et politiques mis en œuvre dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

L'objectif général de la quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 4) est de produire les indicateurs sur les conditions de vie des populations. Lesdits indicateurs qui permettent l'actualisation du profil de pauvreté, le suivi et l'évaluation de la stratégie nationale de la croissance et l'emploi et de la progression de nouveau vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Ils permettent également d'évaluer les effets des programmes et politiques macro-économiques mis en œuvre au Cameroun sur

les conditions de vie des ménages. Parmi les spécificités<sup>15</sup> d'ECAM 4, notre étude s'intéresse à l'évaluation des conditions de vie des ménages et la mesure de l'économie domestique (ou des ménages).

Afin d'atteindre les objectifs sus évoqués, la présente étude fournit aux utilisateurs les éléments relatifs à la structuration et sa distribution par genre (chef de ménage homme et femme), niveau de vie (pauvre et non-pauvre) et milieu de résidence (rural et urbain). A cet effet, la fusion des deux bases données ECAM 3 et 4 reste nécessaire pour une analyse consistante et l'obtention des estimations robustes. Les variables utilisées pour construire le rayon de confiance sont décrites par un jeu de variables qualitatives (voir tableau 1).

### **3 RESULTATS**

#### **3.1 Statistiques Descriptives**

La confiance est de nature associative (Axelrod R., 1984 ; Etang A. et al., 2011). Les enquêtes ECAM de 2007 et 2014 disposent de la variable « un membre du ménage fait partie d'association » dont les modalités sont « appartient à une association » (soit 45,7% en 2007 et 40% en 2014) et sans association.

La religion du chef de ménage est composée suivant les enquêtes ECAM de plusieurs catégories. Il s'agit : des catholiques ; des protestants ; des autres chrétiens ; des musulmans ; des animistes ; des autres religions et de ceux n'appartenant à aucune religion. Le Cameroun étant un État laïque, aucune conviction religieuse ne saurait être négligée. Ainsi, la « religion » constitue ici une variable catégorielle dichotomique (appartient à une religion et sans religion). La religion au Cameroun est une autre forme d'association qui rassemble les ménages à la recherche des intérêts communs et caractérisée par l'éthique. Ainsi, 91,3% et 92,9% des ménages respectivement en 2007 et 2014, appartiennent à une religion.

---

<sup>15</sup> Étudier la pauvreté sous toutes ses formes aux niveaux national et régional : pauvreté monétaire, pauvreté en termes de conditions de vie des ménages, pauvreté des potentialités et pauvreté subjective ; Étudier la dynamique de la pauvreté entre 2007 et 2013, en vue d'évaluer l'effet des politiques macro-économiques de ces dernières années sur les conditions de vie ; Évaluer les conditions de vie de la classe moyenne ; Évaluer la demande d'éducation (y compris la formation professionnelle) et identifier ses principaux déterminants ; Produire les cartes de pauvreté infranationales ; Apprécier le phénomène du travail des enfants de 5 à 17 ans en 2013 ; Produire les données de base pour l'amélioration des diverses statistiques officielles à mettre à la disposition du public, notamment celles relatives à l'agriculture et aux activités du monde rural ; Mesurer l'économie domestique ou des ménages ; Apprécier la situation de la gouvernance, la paix et de la sécurité ; Constituer une base de sondage pour l'enquête par téléphonie mobile sur les conditions de vie des ménages ; Déterminer les pondérations pour l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) des ménages dans le cadre de la surveillance multilatérale des pays de la sous-région CEMAC.

**Tableau 1 Liste des indicateurs primaires du Rayon de confiance**

Variables	Description	2007			2014		
		Moyennes (%)	Min	Max	Moyennes (%)	Min	Max
La religion	Appartient à une religion	91,3 (0,283)	0	1	92,9 (0,257)	0	1
	Sans religion	8,8 (0,283)	0	1	7,1 (0,257)	0	1
Les associations	Appartient à une association	45,7 (0,498)	0	1	44 (0,496)	0	1
	Sans association	54,3 (0,498)	0	1	55,9 (0,496)	0	1
L'épargne	Possède une épargne	28,2 (0,449)	0	1	25,7 (0,437)	0	1
	Épargne non possédée	71,8 (0,449)	0	1	74,3 (0,437)	0	1
Le statut matrimonial	Marié	73,9 (0,439)	0	1	76,7 (0,423)	0	1
	Veuf/Divorcé	14,7 (0,354)	0	1	13,2 (0,338)	0	1
	Célibataire	11,4 (0,317)	0	1	10,1 (0,302)	0	1
Le crédit	Crédit obtenu	6,1 (0,240)	0	1	10,1 (0,301)	0	1
	Crédit non obtenu	93,8 (0,240)	0	1	89,9 (0,301)	0	1

Source : construit par les auteurs à partir d'ECAM 3 et 4 et STATA 12.

NB : les valeurs entre parenthèses constituent les écarts types, le nombre d'observations est de 11 391 pour 2007 et 10 303 en 2014.

Le statut matrimonial au Cameroun se caractérise par les Hommes célibataire, marié(e) monogame, marié(e) polygame, Veuf/Veuve, Divorcée/Séparé(e) et en union libre. Ici, le statut matrimonial est recodé en Marié, Veuf/Divorcé et Célibataire. Soient respectivement 73,9% ; 14,7% et 11,4% en 2007 et 76,7% ; 13,2% ; 10,1% en 2014. En référence à Longpré M. (2009), le statut matrimonial pour un chef de ménage marié est différent en terme de confiance de celui d'un célibataire ou encore veuf/divorcé devant les institutions financières, les associations à but lucratif, voire les associations religieuses dont la caractéristique est la moralité.

Dans le cadre de cette étude, certains ménages « possèdent une épargne » (28,2% en 2007 et 25,7% en 2014) et contrairement à d'autres pour qui l'« épargne est non possédée » (71,8% en

2007 et 74,3% en 2014). De façon intuitive, le fait que les membres du ménage possèdent une épargne se réfère également aux associations. L'économie camerounaise est en majorité basée dans le secteur informel, soit 90%. De petites associations sous l'appellation de « tontines » qui jouent le rôle d'institutions financières, prennent de plus en plus de l'ampleur et deviennent plus crédibles devant les ménages. Il en va de même pour des établissements de microfinance avec un faible taux d'intérêt. A ce propos, Essombè E. (1998) présente un cadre conceptuel où des approches en termes de « dualisme financier<sup>16</sup> » et d'« unification financière<sup>17</sup> » sont établies avec le système des tontines considérées comme étant « institutions financières informelles ». Des typologies également référées par Bekolo-Ebe (1987) afin de donner un aperçu des différentes formes<sup>18</sup> que peuvent prendre les tontines camerounaises et du comportement d'épargne des agents économiques à l'intérieur de celles-ci.

Le crédit est symétrique aux variations de l'épargne. Les ménages sollicitent du crédit auprès des institutions financières formelles. Toutefois, ils ont également recours auprès des petites associations jugées plus crédibles afin de minimiser les intérêts et les contraintes. Seulement 8,7% de ménages parviennent à obtenir un crédit auprès des institutions financières formelles.

### **3.2 Construction du rayon de confiance**

Le Tableau 1A en annexe, est à la base de la construction du rayon de confiance à partir de l'Analyse en Correspondances Multiples (ACM) effectuée au préalable. Ainsi, les résultats suivant l'inertie, nous conduisent à retenir et à effectuer nos interprétations sur le premier axe (l'inertie est expliquée à hauteur de 73%) contrairement au second (l'inertie est expliquée à hauteur de 20,8%). Les résultats issus de l'ACM ici respectent la conformité à partir l'alternance observée des signes au niveau des modalités des indicateurs primaires.

---

<sup>16</sup> Il s'agit de l'existence d'un secteur financier informel à coté du secteur formel des banques comme étant le passage obligé des systèmes financiers dans les pays en développement. Unique canal par lequel les couches sociales les plus démunies accèdent au crédit.

<sup>17</sup> L'école néoclassique (Shaw, 1973) propose en matière de mobilisation de l'épargne, un modèle axé sur deux idées forces, notamment la lutte contre la répression financière et la promotion d'intensification financière.

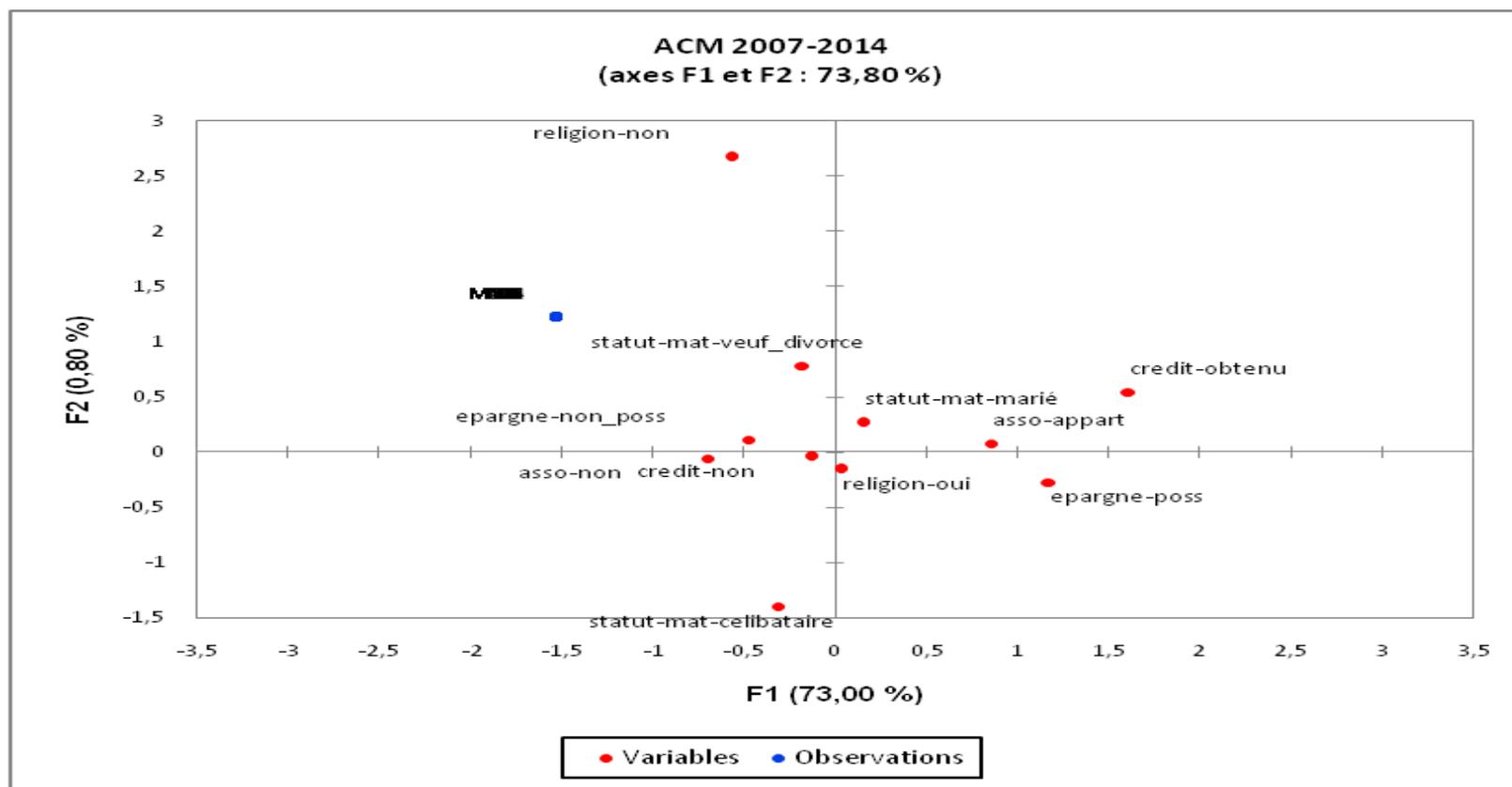
<sup>18</sup> (i) la tontine simple avec caisse de prêts: Chaque participant, en plus de sa cotisation fixe verse une seconde somme d'argent qui dépend de ses possibilités, et cette somme vient s'ajouter a celles des autres membres pour constituer la caisse des prêts. (ii) -La tontine avec caisse de prêts et de secours: Dans cette tontine, très proche du deuxième type, les membres pratiquent un troisième versement périodique qui alimente une caisse de secours destinée a aider les divers participants en cas d'événement heureux ou malheureux, par exemple un mariage, une naissance, un décès, un incendie,...(iii) -la tontine avec enchères non capitalisées: Ce système tend a être de plus en plus répandu, et ses règles intègrent la notion de cout de capital et de risque. Contrairement aux systèmes précédents, les sommes collectées en une période, celles-ci constituant le gros lot, sont vendues aux enchères et remises au plus offrant. Seuls les participants n'ayant pas encore bénéficié du gros lot sont autorisés a participer aux enchères. (iv) -La tontine avec enchères capitalisées: La différence avec le type précédent est que la rime d'enchère payée par celui auquel on attribut le gros lot est divisée en petits lots qui seront revendus également aux enchères sur du court terme. Gros lot et petits lots constituent respectivement le « marche principal » et le « marche secondaire ».

Suivant une simple observation, les chefs de ménage mariés, appartenant à une religion, étant membre d'association, possédant une épargne et ayant obtenu un crédit, sont corrélés positivement avec la dimension 1 pour des contributions respectives de 1,1%; 0,1%; 22,9%; 27,7% et 14%. Les variables principales (marié et appartient à une religion) ne disposent pas de plus grande contribution. Les ménages qui possèdent une épargne, qui appartiennent à une association et qui obtiennent un crédit au cours de la période 2007-2014, présentent de plus grandes contributions par rapport à ceux n'ayant pas d'épargne, n'appartenant pas à une association et ne disposant pas de crédit. Il ressort d'ECAM 3 que le pourcentage de ménage dont au moins un membre a fait une demande non satisfaite de crédit d'affaires est de 3,9%. Par ailleurs, seulement 5,5% de ménages ont fait une demande satisfaite. Comme l'a relevé l'INS (2008), le système bancaire suscite très peu de motivation auprès des ménages camerounais. Ainsi, peu de demande de crédits sont satisfaites. De façon symétrique, la proportion des ménages qui dispose d'une épargne est de 27,4%.

D'après le Tableau 1A, le gap entre les ménages appartenant aux associations et ceux n'appartenant pas, n'est pas énorme, soit 22,9% de contribution pour l'un et 18,8% pour l'autre. L'INS (2008) souligne 42,9% de ménages dont au moins un membre appartient à une association.

S'agissant de la religion, 0,1% de ménages au cours de la période allant de 2007-2014 sont corrélés positivement avec la confiance en termes de contribution. Ceci s'inscrit dans la logique des identifiants déterminants de la confiance sur le plan religieux.

Figure 1 : Nuage de points des indicateurs primaires du rayon de confiance en ACM entre 2007 et 2014



Source: construit par les auteurs à partir d'ECAM 3 et 4 avec STATA 12 et XLSTAT,

Note : statut\_mat=statut matrimonial, asso=association, crdt=crédit et épargne-poss=épargne possédée

Il est présenté dans la Figure 1, une projection de la situation des ménages de 2007 à 2014 pour les différentes variables qui composent le rayon de confiance. A cet effet, le premier axe (F1) illustre une opposition entre les ménages appartenant aux associations à ceux n'y appartenant pas. La même opposition se présente pour les ménages qui possèdent une épargne à ceux qui n'en possèdent pas. D'autres corrélations positives se présentent pour les ménages mariés et qui appartiennent à une religion contre celles négatives pour le groupe des ménages célibataires, veufs, divorcés et ceux qui n'appartiennent pas à une religion. Ainsi, l'intégration dans les associations se caractérise d'emblée par la recherche d'une épargne. Dans ce sens, les ménages qui disposent du statut de marié ou qui vivent en union libre, sont majoritaire. Par ailleurs ce même groupe appartient à une religion pour des besoins des valeurs liées à l'éthique. Le contexte camerounais fait observer que lors de la mise sur pied, les tontines font l'objet de bénédiction religieuse.

Le deuxième axe (F2) oppose le groupe de ménages qui appartiennent à une religion à ceux n'y appartenant pas. Dans ce digramme, les ménages sans religion sont corrélés positivement avec ceux qui sont mariés, veufs, divorcés, ne possédant pas d'épargne et appartenant à une association. Cependant, la corrélation est négative avec les ménages célibataires, issus d'une religion, qui possèdent une épargne et n'appartiennent pas à une association. Dans ce contexte, lorsque nous retenons l'appartenance à une association et le groupe de variables issues du statut matrimonial notamment mariés, veufs et divorcés, cet ensemble de ménages dans toute forme de situation (marié, célibataire et veuf/divorcé) demeure à la recherche du bien-être qui se trouve dans les associations. Le diagramme illustre pour ce faire qu'ils ne possèdent d'emblée pas d'épargne. En revanche les ménages célibataires ici appartiennent à une religion généralement pour le changement de leur statut conformément à l'éthique.

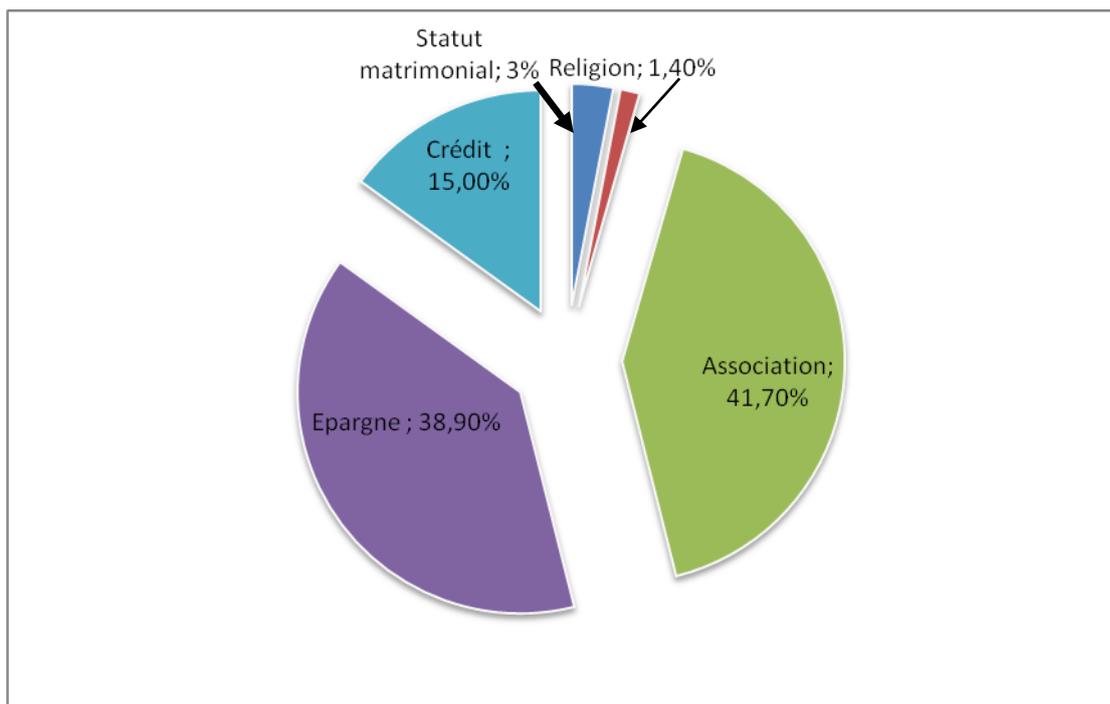
Les ménages qui n'appartiennent pas à une religion contrairement à ceux qui appartiennent sont atypiques. En d'autres termes, ce sont des ménages rares suite au fait qu'ils soient positivement et simultanément corrélés avec ceux qui ne possèdent pas d'épargne, ceux qui sont mariés, veufs, divorcés et ne possèdent pas d'épargne.

### **3.3 Contributions des indicateurs primaires au rayon de confiance**

En termes de contributions, la construction du rayon de confiance fait d'abord appel à la variable « associations » dont 41,3% en 2007 et 41,6% en 2014. Ainsi l'Épargne 39,9% en 2007 et 37,1% en 2014. Les résultats du crédit affichent également 13,3% et 17,6%

respectivement pour 2007 et 2014. Ceci s'explique par le fait que, la crédibilité des ménages se reflète sur l'épargne et le crédit. Compte tenu du fait que les ménages éprouvent une faible confiance dans la religion, 0,7% en 2007 et 2,3% en 2014, le statut matrimonial dont 4,6% en 2007 et 1,3% en 2014, joue un rôle déterminant dans ce sens. Par ailleurs, les ménages s'orientent au cours de cette période dans les tontines afin d'accroître leur niveau de bien-être par le biais de l'épargne et l'obtention de crédits moins contraignant par rapport à ceux fournis par les institutions financières formelles. Ceci s'explique également qu'à cette période, le Cameroun fait face à la lutte contre la vie chère. Pour les personnes détentrices d'un revenu, la confiance exerce un effet positif sur l'accès aux postes de gestionnaires et à des salaires plus élevés, ce qui donne la possibilité de réalisation d'une bonne épargne et par ailleurs l'obtention d'un bon crédit. Ainsi l'INS (2008, 2014) a trouvé également que très peu de ménages ont obtenu un crédit.

**Figure 2 : Contributions des indicateurs primaires pour la construction du rayon de confiance entre 2007 et 2014**



Source : calculs par les auteurs à partir d'ECAM 3 et 4 à partir de STATA 12 et Microsoft EXCEL

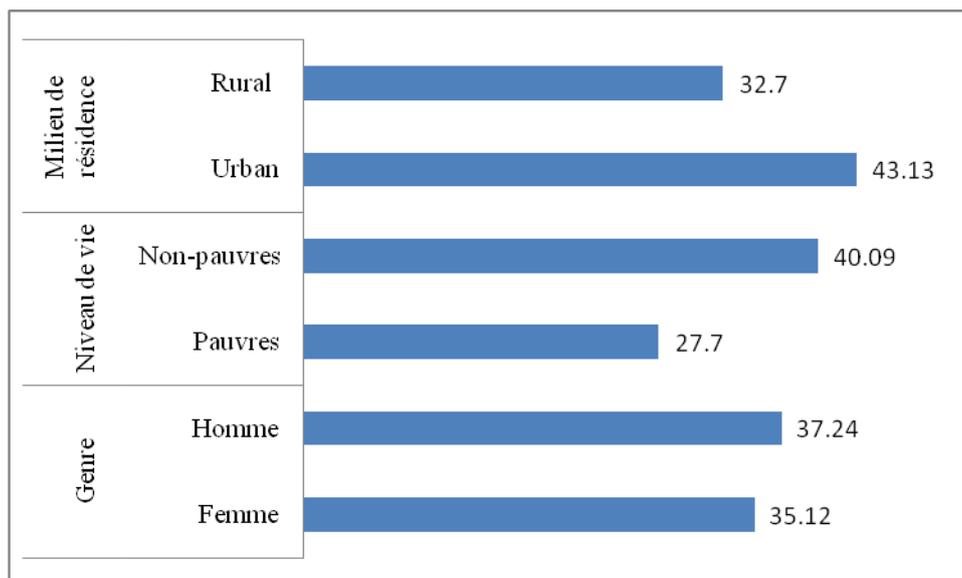
À partir du Tableau 1A en annexe, le diagramme circulaire de la Figure 3 présente comme contributions de variables par ordre décroissant, l'association (41,7%), l'épargne (38,90%), le crédit (15%), le statut matrimonial (3%) et la religion (1,4%). Les ménages sont à la recherche des possibilités de réalisations de manière effective de leurs projets. Avec l'intégration des

associations, beaucoup de ménages ont la possibilité d'épargner et fructifier ladite épargne avec son retrait à des échéances bien précises. Avec le système bancaire, ou de microfinance ou encore autres institutions financières formelles, les épargnes sont vouées à un risque de perte à cause d'éventuelles disparitions du jour au lendemain desdites structures. Ce résultat cadre avec ceux trouvés par l'INS (2001, 2008 et 2014). Les associations dites « tontines » offrent également des possibilités d'aides de manière financière en cas d'évènement heureux et malheureux à l'un des membres. Le terme employé est habituellement « secours ». Les institutions financières formelles dans une telle situation suggèrent à leurs clients de contracter des crédits assortis d'intérêts.

Afin d'évaluer les niveaux de distribution du rayon de confiance par sous groupe de genre, de niveau de vie et de milieux de résidence, il ressort des diagrammes illustratifs (Figure 4) pour les deux périodes 2007 et 2014 considérant les ménages qui disposent d'un revenu. Ici la confiance exerce un effet positif pour des salaires plus élevés, ce qui donne la possibilité de réalisation d'une bonne épargne, par ailleurs l'obtention d'un bon crédit par le biais des associations.

### 3.4 Analyse des disparités du rayon de confiance suivant le milieu de résidence, le niveau de vie et le genre

Figure 3 : Pourcentages du rayon de confiance suivant les sous-groupes entre 2007 et 2014



Source : construit par les auteurs à partir d'ECAM 3 et 4, STATA 12 et Microsoft EXCEL

La Figure 4 présente les différents sous-groupes de genre (chefs de ménage homme et femme), de niveau de vie (pauvre et non-pauvre) et de milieu de résidence (urbain et rural).

De façon globale, la distribution du rayon de confiance est plus élevée dans les sous groupes hommes (37,25%), non-pauvres (40,09%) et urbain (43,1%) par rapport respectivement aux femmes, pauvres et milieux ruraux durant la période 2007-2014.

Concernant le milieu de vie, la distribution du rayon de confiance est plus élevée dans les zones urbaines par rapport aux milieux ruraux due aux diverses possibilités d'épanouissement qu'offre la ville et non les villages. Dans les villages, les activités génératrices de revenu sont essentiellement focalisées sur l'agriculture contrairement à la ville où l'on a plusieurs tâches tant le secteur informel et formel. Ce résultat est contradictoire avec celui d'Etang et al. (2008) dans la mesure où le niveau de la confiance est beaucoup plus élevé en milieu rural par rapport à celui de l'Afrique.

Une dominance des non-pauvres sur les pauvres entre 2007 et 2014 en termes de confiance se justifie par exemple sur le niveau de pouvoir d'achat élevé des ménages non-pauvres par rapport aux pauvres. A ce sujet, la réalisation des petits projets communautaires pour le bien-être des ménages dans les quartiers est plus effective. Dans les quartiers à catégorie pauvre, le niveau de développement des infrastructures est faible suite en l'absence des contributions des ménages. Durant la période 2007-2014, le Cameroun avec l'atteinte du point d'achèvement en 2006 souhaite relancer sa croissance. Jusqu'à cette période, les non-pauvres demeurent l'unique classe pour laquelle la confiance reste focalisée vis à vis des institutions financières formelles telles les banques. L'étude de Sahn D. et Stifel<sup>19</sup> D. (2000) p 2123-2155, révèle la même situation au niveau international.

S'agissant du genre, le rayon de confiance est plus élevé pour les chefs de ménage homme par rapport aux femmes. Ceci peut être due au fait que les associations masculines sont mieux organisées par rapport à celles des femmes. L'intégration des femmes dans les associations n'est pas toujours sécurisante. Les sources de revenus de ces dernières sont multiples, transitoires voire résiduelles par rapport à celles des hommes qui sont permanentes garantissant la sécurité du regroupement et un meilleur fonctionnement. Quelquefois les femmes intègrent les associations et sont en règle avec leurs épargnes lorsque celles-ci espèrent bénéficier d'un éventuel « secours » ou assistance financière en cas d'évènement

---

<sup>19</sup> Avec Sahn et Stifel (2000), considérant l'indice de pauvreté, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Mali dominent le Bénin. Avec des relations de dominance de la pauvreté multidimensionnelle pour six pays de l'UEMOA (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Togo) et considérant le statut nutritionnel et l'indice de richesse, Yélé (2007) détermine l'indice de richesse selon la méthode d'analyse factorielle sur une série de variables qualitatives issues des enquêtes DHS (Demography and Health Surveys) tout en s'appuyant sur l'ACM. Sous la dominance restreinte, la conclusion stipule que la Côte d'Ivoire domine tous les autres pays en pauvreté.

heureux ou malheureux. Lorsque lesdits évènements pour lesquels elles peuvent ou ont bénéficié des aides sont dépassés, elles n'ont généralement plus aucun intérêt en dehors de l'argent pour assurer leurs épargnes. Il arrive qu'on atteigne le stade de cotisations par affinité, « tu m'as cotisé, j'en ferai autant pour toi » et vice versa. Il faut tout de même noter que ce résultat est en contradiction avec celui obtenu par Helliwell F. et Putnam R. (2007).

Les résultats issus de la distribution du rayon de confiance au sein du genre, des milieux et niveaux de vie, sont rendus possible grâce aux tests de comparaisons des moyennes (Tableaux 2A; 3A et 4A) présents en annexe. Les résultats issus des Tableaux 2 et 3 viennent en affirmation aux analyses issues de la Figure 4. Afin de faciliter une évaluation inter temporelle, les résultats obtenus par l'analyse en correspondances multiples peuvent également être établis dans le Tableau 2 suivant la période 2007-2014.

Suivant l'analyse du Tableau 2, la confiance en terme de disparités de genre ( $Gini_{Intra}=63,9\%$ ) est très élevée dans les sous groupes hommes et femmes. Cependant, il est reflété un niveau de confiance très faible ( $Gini_{Inter}=2,9\%$ ) entre les ménages hommes et femmes au cours de la période de 2007 à 2014. Ceci traduit un niveau de variation d'inégalité de 33,1% entre les sous groupes. Ainsi le niveau de confiance est faible. De façon plus précise, la confiance est plus faible dans le sous groupe de ménage femmes par rapport à celui des hommes, soient des coefficients d'inégalité chez les hommes de 0,34 et 0,36 concernant les femmes. Pour une inégalité élevée, il y a un niveau de faible confiance. Le niveau de confiance peut être grandissant chez les hommes entre eux, cependant les activités inter genre n'ont pas toujours l'habitude de prospérer. Généralement les femmes font très peu preuve d'honnêteté envers les hommes.

Par rapport aux différences de genre, les milieux rural et urbain présentent une situation de légère baisse de confiance au cours des années 2007 et 2014 ( $Gini_{intra}=0,50$ ). Ce niveau de confiance en diminution constitue beaucoup plus le reflet du milieu rural où la valeur du coefficient estimé de l'indice de Gini est de 0,36. La baisse du niveau de confiance au sein des différentes zones spatiales se trouve liée au niveau de vie des ménages.

**Tableau 2 : Évaluation du rayon de confiance suivant Gini**

	Nature des différents sous groupes	Période 2007-2014		
		Estimation	Contribution Absolue	Contribution relative
Indice de Gini	Masculin	0,346 (0,003)	0,207 (0,003)	0,586 (0,008)
	Féminin	0,365 (0,004)	0,019 (0,001)	0,053 (0,002)
	Intra-Groupe	-	0,226	0,639
	Inter-Groupe	-	0,010	0,029
	Transvariation entre les sous groupes	-	0,117	0,331
	Totale	0,353 (0,003)	0,353 (0,003)	1
	Urbain	0,313 (0,003)	0,055 (0,002)	0,157 (0,006)
	Rural	0,365 (0,004)	0,122 (0,003)	0,345 (0,009)
	Intra-groupe	-	0,177	0,502
	Inter-groupe	-	0,067	0,191
	Transvariation entre les sous groupes	-	0,108	0,307
	Totale	0,353 (0,003)	0,353 (0,003)	1
	Non Pauvres	0,334 (0,002)	0,195 (0,003)	0,552 (0,010)
	Pauvres	0,362 (0,006)	0,020 (0,001)	0,056 (0,003)
	Intra-groupe	-	0,214	0,608
	Inter-groupe	-	0,066	0,188
	Transvariation entre les sous groupes	-	0,072	0,204
	Totale	0,353 (0,003)	0,353 (0,026)	1

Source : calcul par les auteurs à partir d'ECAM 3 et 4, sous STATA 12 et DASP 2.1 ;

Note : les variables entre parenthèses constituent les écarts-types.

Durant la même période, les ménages appartenant à la classe des pauvres connaissent une baisse de confiance entre eux (Gini=0,36). Par rapport aux pauvres, les ménages non-pauvres ont tendance à s'accorder plus de confiance (Gini=0,33). L'inégalité est plus élevée chez les pauvres par rapport aux non-pauvres. Il faut à cet effet noter que le niveau de confiance que peut accorder un ménage appartenant à la classe des non-pauvres par rapport à celui du même sous groupe est sécurisée dans la plupart des cas par les éléments juridiques (contrats et autres types d'éléments dans le même sens).

Dans les milieux ruraux où la classe des pauvres est beaucoup plus présente, la baisse du niveau de confiance a comme source principale les liens de filiation, l'appartenance aux associations quelquefois à connotation religieuse. Ainsi en cas de violation ou de difficulté vers l'atteinte de l'objectif par un ménage appartenant au réseau, les sanctions sont très différentes de celles présentées par la loi. A cet effet, il y a presque pour la plupart des cas, un souci de partialité en cas de litige, ce qui encourage une baisse de confiance des ménages au sein de ces milieux. Baye F. et Fambon S. (2002) dans leur étude en milieu rural du Nord Ouest Cameroun, présentent le même constat.

Le Tableau 3 décrit également la situation d'analyse de confiance pour le genre, les milieux de résidence et les niveaux de vie des ménages suivant l'indice entropie au cours des années 2007 et 2014. Comme relevé précédemment, ledit tableau exprime une probabilité de contribution à la confiance qui évolue (0,73; 0,75 et 0,77 respectivement pour  $\theta=0, 1$  et 2) pour les ménages hommes contrairement aux femmes où la chute passe de 0,27; 0,24 à 0,22 respectivement pour  $\theta=0,1$  et 2. Dans cette vision, le niveau de confiance du sous groupe des ménages hommes a tendance à s'accroître contrairement à celui des femmes où la probabilité exprime plutôt une orientation vers la baisse.

La part de l'inégalité inter groupe dans l'inégalité totale respectivement pour le genre, le milieu de résidence et le niveau de vie est de 0,1% ; 4% et 5,45%. Comme souligné précédemment, les hommes sont méfiants en vers les femmes. Les chefs de ménage qui vivent en milieu urbain, manifestent une baisse de confiance en ceux qui vivent en milieu rural. Le même phénomène s'observe aux niveaux des classes pauvres et non-pauvres.

S'agissant de la contribution des inégalités intragroupes à l'inégalité totale, nous avons respectivement pour le genre, le milieu et le niveau de vie 0,997 ; 0,96 et 0,945, soit 99,7% ; 96% et 94,5%. Les niveaux d'inégalités sont plus faibles respectivement des regroupements internes pour des chefs de ménages (associations hommes comme femmes), les milieux urbains comme ruraux et les non pauvres comme pauvres.

**Tableau 3 : Évaluation du rayon de confiance suivant la classe des indices entropie généralisé ( $\theta=0, 1$  et 2)**

	Nature des différents sous groupes	Période 2007-2014		
		Estimation	Contribution absolue	Contribution relative
Indice Entropie ( $\theta=0$ )	Masculin	0,222 (0,004)	0,1705 (0,004)	0,733 (0,009)
	Féminin	0,267 (0,007)	0,062 (0,002)	0,267 (0,008)
	Intra-groupe	-	0,233	0,997
	Inter-groupe	-	0,0003	0,001
	Totale 1	0,228	0,233 (0,004)	1
	Urbain	0,194 (0,003)	0,075 (0,002)	0,324 (0,009)
	Rural	0,242 (0,005)	0,148 (0,003)	0,636 (0,009)
	Intra-groupe	-	0,224	0,96
	Inter-groupe	-	0,009	0,04
	Totale 2	0,233 (0,004)	0,233 (0,004)	1
	Non Pauvres	0,214 (0,003)	0,156 (0,002)	0,671 (0,011)
	Pauvres	0,236 (0,007)	0,064 (0,003)	0,274 (0,009)
	Intra-groupe	-	0,220	0,945
	Inter-groupe	-	0,013	0,0545
	Totale 3	0,233 (0,004)	0,233 (0,003)	1
	Indice Entropie ( $\theta=1$ )	Masculin	0,198 (0,003)	0,154 (0,003)
Féminin		0,220 (0,005)	0,049 (0,001)	0,240 (0,007)
Intra-groupe		-	0,203	0,998
Inter-groupe		-	0,0003	0,001
Totale 1		0,203 (0,003)	0,203 (0,003)	1
Urbain		0,163 (0,003)	0,074 (0,002)	0,365 (0,009)
Rural		0,220 (0,004)	0,12 (0,003)	0,589 (0,010)
Intra-groupe		-	0,194	0,954
Inter-groupe		-	0,009	0,0461
Totale 2		0,203 (0,002)	0,203 (0,003)	1
Non Pauvres		0,183 (0,002)	0,146 (0,002)	0,718 (0,008)
Pauvres		0,224 (0,006)	0,045 (0,002)	0,224 (0,008)
Intra-groupe		-	0,012	0,941
Inter-groupe		-	0,0002	0,058
Totale 3		0,203 (0,003)	0,203 (0,003)	1
		Masculin	0,204	0,161

	Nature des différents sous groupes	Période 2007-2014		
		Estimation	Contribution absolue	Contribution relative
Indice Entropie ( $\theta=2$ )		(0,004)	(0,003)	(0,004)
	Féminin	0,218 (0,006)	0,046 (0,001)	0,223 (0,003)
	Intra-groupe	-	0,207	0,998
	Inter-groupe	-	0,0003	0,001
	Totale 1	0,208 (0,003)	0,207 (0,003)	1
	Urbain	0,157 (0,003)	0,084 (0,002)	0,404 (0,004)
	Rural	0,236 (0,005)	0,114 (0,003)	0,549 (0,005)
	Intra-groupe	-	0,198	0,954
	Inter-groupe	-	0,009	0,046
	Totale 2	0,208 (0,003)	0,208 (0,003)	1
	Pauvres	0,251 (0,009)	0,038 (0,002)	0,185 (0,003)
	Non Pauvres	0,182 (0,003)	0,158 (0,003)	0,761 (0,004)
	Intra-groupe	-	-	0,946
	Inter-groupe	-	-	0,054
	Totale 3	0,2077 (0,003)	0,228	1

Source : calculs par les auteurs à partir d'ECAM 3 et 4, sous STATA 12 et DASP 2.1

Avec un degré d'homogénéité de  $\theta=1$ , les mêmes interprétations que celles issues de  $\theta=1$ . Ici, la part de l'inégalité inter groupe dans l'inégalité totale respectivement pour le genre, le milieu de résidence et le niveau de vie est de 0,001; 0,046 et 0,058, soit 0,1% ; 4,6% et 5,8%. Les hommes éprouvent moins de confiance envers les femmes. Les chefs de ménage qui vivent en milieu urbain en font de même avec ceux vivant en milieu rural. Il y a baisse de confiance entre les classes pauvres et non-pauvres. Pour la contribution des inégalités intragroupes à l'inégalité totale, nous avons respectivement pour le genre, le milieu et le niveau de vie 0,998 ; 0,954 et 0,941, soit 99,8% ; 95,4% et 94,1%. La confiance est plus homogène à l'intérieur des groupes hommes comme femmes, les milieux urbains comme ruraux et les non-pauvres comme pauvres.

S'agissant de  $\theta=2$ , la part de l'inégalité inter groupe dans l'inégalité totale respectivement pour le genre, le milieu de vie et le niveau de vie est de 0,1% ; 4,6% et 5,4%. Ainsi les hommes manifestent une baisse de confiance envers les femmes. Les ménages qui vivent en milieu urbain, manifestent une baisse de confiance envers ceux qui vivent en milieu rural. Les classes pauvres et non-pauvres entretiennent également des corrélations négatives à ce sujet.

Il y a baisse d'inégalités intra ou symétriquement augmentation de la confiance au niveau des regroupements hommes comme femmes, les milieux urbains comme ruraux et les non-pauvres comme pauvres sachant que les contributions au niveau des coefficients d'entropie sont respectivement de 99,8% ; 95,4% et 94,6%.

Les milieux urbains traduisent à partir des calculs de contribution de l'indice entropie, une tendance à la baisse du niveau de confiance pour ce qui est des probabilités, soit de 0,32 ; 0,36 et 0,40 (respectivement pour  $\theta=0, 1$  et 2). Pour les niveaux de vie, nous observons plutôt une tendance à l'augmentation du niveau de confiance, soit 0,67 ; 0,71 et 0,76 (respectivement pour  $\theta=0,1$  et 2) pour les non-pauvres. Il en est de même pour les chefs de ménages hommes, soit 0,73 ; 0,75 et 0,77 (respectivement pour  $\theta=0,1$  et 2). Au regard des résultats obtenus et fort des constats observés au cours de la période comprise entre 2007 et 2014, la lutte contre ces disparités requiert l'apport des décideurs.

#### **4 CONCLUSION**

L'objectif principal de ce travail a consisté à structurer le rayon de confiance. De façons spécifiques, il a été question : de construire le rayon de confiance des ménages; d'évaluer les disparités du rayon de confiance entre les milieux de résidence (rural et urbain), les niveaux de vie (pauvres et les non-pauvres) et le genre (Chefs de ménages hommes et femmes).

Afin de rendre réalisable l'objectif de cette étude, la construction du rayon de confiance s'est effectuée à la lumière de Greenacre M. et Blasius J. (1994) par une ACM à l'aide des enquêtes fusionnées ECAM 3 et 4, respectives de 2007 et 2014.

Comme résultats obtenus, au cours de la période 2007 et 2014 : (i) l'épargne et les associations sont des indicateurs primaires qui disposent des plus grandes contributions pour la construction de notre indice composite entendu par rayon de confiance, soient respectivement 27,7% et 22,9% ; (ii) les milieux urbains, la classe des non-pauvres et les chefs de ménages hommes constituent les groupes les plus confiants par rapport aux milieux ruraux, aux pauvres et femmes de manière respective.

Les implications de politiques publiques issues des résultats sus visés suggèrent de : (a) mettre en place les mesures de sécurité des épargnes dans les associations en rendant ces dernières

formelles par l'accroissement des tontines sous forme de coopératives<sup>20</sup> ; (b) ne pas entraver l'exode urbain et sensibiliser les ménages pauvres, les tontines gérées par les femmes dans les séminaires de montage des projets d'intérêts communs.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

**Ashraf, N., Bohnet, I., et Piankov, N.** (2006), «Decomposing trust and trustworthiness», *Experimental Economics*, vol 9, pp 193-208.

**Atkinson, B., A.** (1970), « on the Measurement of Inequality », *Journal of Economic Theory* vol. 2, pp 244-263.

**Axelrod, R.** (1984), *The Evolution of cooperation*, New York: Basic Books.

**Baye, M., F. et Fambon, S.** (2002), « Decomposition of Inequality in the distribution of living standards in Cameroon », *African Journal of Economic Policy*, vol 9, n°2, pp 51-75.

**Bekolo-Ebe, B.** (1987), « Le système des tontines: liquidité, intermédiation et comportement d'épargne », *Revue d'Économie Politique*, vol. 99, n°4, pp.616-638.

**Binmore, K. et Dasgupta, P.** (1986), *Game theory: a survey. In Economic environments as games* (eds Binmore K., Dasgupta P., editors.), pp. 1–48 Oxford, UK: Basil Blackwell.

**Biya, P.** (2018), *Pour le libéralisme communautaire*, éditions Favre SA.

**Butler, J., K.** (1991), « Toward understanding and measuring conditions of trust: Evolution of a conditions of trust inventory », *Journal of Management*, vol.17, n°3, pp 643-663.

**Coleman, J.** (1990), *The Foundations of Social Theory*, Cambridge, MA: Harvard University Press.

---

<sup>20</sup> L'Alliance Coopérative Internationale, organisation non gouvernementale qui regroupe les coopératives du monde entier, définit la coopérative comme une « association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement », Déclaration sur l'Identité Coopérative de l'Alliance Coopérative Internationale (1995).

- Dagum, C.** (1997), « A New Approach to the Decomposition of the Gini Income Inequality Ratio », *Empirical Economics*, vol. 22, n°4, pp 515-531.
- Delhey J. et Newton K.** (2005), « Predicting Cross-National Levels of Social Trust: Global Pattern », *European Sociological Review*, vol. 21, pp 311-327.
- Essombè, E.** (1998), « Dynamique financière des tontines : quels enseignements pour le financement des petites entreprises en Afrique », *persee Tiers-Monde*, tome 39, vol.156, pp 861-883.
- Etang, A., Fielding, D. et Knowles, S.** (2011), « Survey Trust, Experimental Trust and ROSCA Membership in Rural Cameroon », *journal of international development*, vol. 23, n°4, pp. 461-475.
- Fukuyama, F.** (1995) « Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity », *Henri Revue française de science politique*, vol. 45, n°6, pp. 1050-1052
- Gini, C.** (1921), « Measurement of inequality of income », *Economic Journal*, vol.31, n°121, pp 124-126.
- Greenacre, M. et Blasius, J.** (1994), *Correspondence analysis in the social sciences*, London: Academic Press, /www.elsevier.com/books/correspondence-analysis-in-the-social-sciences/greenacre.
- Hamilton, K., Helliwell, J. et Woolcock, M.** (2016), « Social Capital, Trust, and Well-being, in the Evaluation of Wealth », Policy Research Working Paper 7707, *WORLD BANK GROUP*.
- Helliwell, F.** (2001), « social capital, the Economy and well-Being », *the review of economic performance and social progress*, pp. 43-60.
- Helliwell, J. et Putnam, R.** (2007), « Education and Social Capital », *Eastern Economic Journal*, vol.63, n°1, pp 1-19.
- INS** (2001), « Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2001 » Rapport principal d’CAM 2, [www.statistics-cameroon.org/downloads/annuaire.pdf](http://www.statistics-cameroon.org/downloads/annuaire.pdf)

- INS** (2008), « Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2007 », République du Cameroun, Rapport principal d'ECAM 3. [www.memoireonline.com](http://www.memoireonline.com) .
- INS** (2014), « Évolution des principaux indicateurs de la pauvreté monétaire de 2001 à 2014 », ECAM 4, [www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org).
- Knack, S. et Keefer P.** (1997), « Does Social Capital Have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 112, n°4, pp. 1251-1288.
- Lawler, E. et Jeongkoo, Y.** (1996), « Commitment in Exchange Relations: Test of a Theory of Relational Cohesion » *American Sociological Review*, vol. 61, n°1, pp 89-108.
- Macy, M. et Skvoretz, J.** (1998), «The Evolution of Trust and Cooperation Between Strangers: A Computational Model », *American Sociological Review*, vol. 63, n°5, pp 638-660.
- Mookherjee, D. et Shorrocks, A.** (1982), « A Decomposition Analysis of the Trend in UK Income Inequality », *The Economic Journal*, vol. 92, pp. 886-902.
- Mussard, S. et Terraza, M.** (2009), « Décompositions des mesures d'inégalité : le cas des coefficients de Gini et d'entropie », *Recherches Économiques de Louvain*, vol 75.
- Nana Djomo, J. M. et Atangana O., H.** (2012), « capital social, capital humain et efficacité technique dans le secteur agricole du Cameroun », *Revue Africaine des Sciences Économiques et de Gestion*, vol 19, n° 1-2.
- Narayan, D. et Pritchett, L.** (1999), « Cents and Sociability: Household Income and Social Capital in Rural Tanzania », *Economic Development and Cultural Change*, vol.47, n°4, pp. 871-897.
- Ngoa, T., Ongono, P. et Kouty, M.** (2012), « Capital Social et Création d'Entreprises au Cameroun », *Trust Africa et IDRC-CRDI*, Rapport de Recherche du FR-CIEA n° 23/12.
- North, D.** (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press.

- Paxton, P.** (1999): « Is social capital declining in the United States? A multiple indicator assessment », *American Journal of Sociology*, vol.105, pp. 88-127.
- Putnam, R.** (1995), « Bowling alone: America's declining social capital », *Journal of Democracy*, vol.6, pp. 65-78.
- Sahn, D. et Stifel, D.** (2000), « Poverty Comparisons Over Time and Across Countries in Africa », *World Development*, vol.28, n°12, pp 2123–2155.
- Sen, A.** (1973), *On Economic Inequality*, Clarendon Press, Oxford.
- Smith, A.** [1759] 1976: *The Theory of Moral Sentiments*, Oxford: Clarendon Press.
- Theil, H.** (1972), « Statistical Decomposition Analysis », (North Holland, Amsterdam). *Recherches Économiques de Louvain/ Louvain Economic Review*, vol. 42, p. 166.
- Touna, M.** (2008), *l'économie camerounaise : pour un nouveau départ*, Afrédit Africaine d'édition, pp 15-28.
- Uslaner, E. et Conley, R.** (2003), « Civic engagement and particularized trust: the ties that bind people to the ethnic communities », *American Political Research*, vol.31, pp. 331–360.
- Van, O., Arts, W. et Gelissen, J.** (2006), « Social capital in Europe. Measurement and social and regional distribution of a multifaceted phenomenon », *Acta Sociologica*, vol. 49, pp.149–176.
- Welch, M., Sikkink, D. et Loveland, M.** (2007), « The radius of trust: Religion, Social Embeddedness and Trust in Strangers », *Social Forces*, vol. 86, n°1, pp 23-46.
- Weil, F., D.** (1986), « The stranger, prudence, and trust in Hobbes's theory », *Theory and Society*, vol. 15, n° 5, pp. 759-788.
- Yogo, U.** (2014) « Trust and the willingness to contribute to environmental goods in selected African countries », *Environment and Development Economics*, pp 1–23.
- Zucker, L.** (1986), « The Production of Trust: Institutional Sources of Economic Structure, 1840-1920 », *Research in Organizational Behavior*, vol 8, pp. 53-111.

Tableau 1A : Construction du rayon de confiance suivant l'analyse en correspondance multiple pour la période 2007-2014

Catégories de variables		Année 2007-2014			
		Dimension 1		Dimension 2	
		Coordonnées	Contributions	Coordonnées	Contributions
Statut matrimonial	Marié	0,293 (1,027)	0,011	0,572 (0,043)	0,040
	Veuf/Divorcé	-0,333 (0,340)	0,004	1,709 (0,098)	0,100
	Célibataire	-0,589 (0,488)	0,015	-3,066 (0,144)	0,396
	Total 1		0,03		0,536
Religion	Appartient à une religion	0,063 (0,680)	0,001	-0,349 (0,227)	0,023
	Sans religion	-1,056 (0,680)	0,013	5,835 (0,227)	0,384
	Total 2		0,014		0,407
Association	Appartient à une association	1,595 (0,697)	0,229	0,165 (0,000)	0,002
	Sans association	-1,308 (0,697)	0,188	-0,136 (0,000)	0,002
	Total 3		0,417		0,004
Épargne	Possède une épargne	2,195 (0,701)	0,277	-0,602 (0,001)	0,021
	Épargne non possédée	-0,886 (0,701)	0,112	0,243 (0,001)	0,008
	Total 4		0,389		0,029
Crédit	Crédit obtenu	3,011 (1,039)	0,140	1,186 (0,002)	0,022
	Crédit non obtenu	-0,251 (1,039)	0,012	-0,099 (0,002)	0,002
	Total 5		0,152		0,024

Note : les valeurs entre parenthèses sont les écarts-types, la dimension1 explique 73% d'inertie, la dimension 20,8%.  
Source : calculs par les auteurs à partir d'ECAM 3 et 4, sous STATA 12 et DASP 2.1.





**Tableau 5A : structuration de la confiance par niveau de vie et par année**

		Année			
		2007		2014	
Variables liées à la confiance		Niveau de vie			
		Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres
Association	Appartient à une association	0,3560579 (0,4789241)	0,5156855 (0,4997824)	0,2186237 (0,4135)	0,5024365 (0,5000212)
	N'appartient pas à une association	0,6439421 (0,4789241)	0,4843145 (0,4997824)	0,7813763 (0,4135)	0,4975635 (0,5000212)
Religion	Appartient à une religion	0,8466253 (0,3604172)	0,9500353 (0,2178844)	0,8387899 (0,3678913)	0,9538407 (0,2098413)
	N'appartient pas à une religion	0,1533747 (0,3604172)	0,0499647 (0,2178844)	0,1612101 (0,3678913)	0,0461593 (0,2098413)
Épargne	Épargne possédée	0,1654452 (0,3716529)	0,3488165 (0,4766229)	0,0914291 (0,288349)	0,3031768 (0,459656)
	Épargne non possédée	0,8345548 (0,3716529)	0,6511835 (0,4766229)	0,9085709 (0,288349)	0,6968232 (0,459656)
Crédit	Crédit obtenu	0,0448703 (0,2070588)	0,0712164 (0,2572006)	0,0735833 (0,2612099)	0,1083166 (0,3107968)
	Crédit non obtenu	0,9551297 (0,2070588)	0,9287836 (0,2572006)	0,9264167 (0,2612099)	0,8916834 (0,3107968)
Statut matrimonial	Marié	0,8137605 (0,3893742)	0,6969503 (0,4596027)	0,8456446 (0,3614528)	0,7450098 (0,4358794)
	Veuf/divorcé	0,1460415 (0,3532153)	0,1469497 (0,354076)	0,1151532 (0,3193514)	0,1363772 (0,3432073)
	Célibataire	0,040198 (0,1964609)	0,1560999 (0,3629708)	0,0392022 (0,1941636)	0,118613 (0,3233501)

Source : construit par les auteurs à partir d'ECAM 3 et 4 et STATA 12.

Note : les valeurs entre parenthèses constituent les écarts type.

**Tableau 6A: structuration de la confiance par milieu de vie et par année**

		Année			
		2007		2014	
Variables liées à la confiance		Milieu de vie			
		Rural	Urbain	Rural	Urbain
Association	Appartient à une association	0,3950978 (0,4889203)	0,5681595 (0,4953714)	0,3636254 (0,4810923)	0,5537148 (0,4971518)
	N'appartient pas à une association	0,6049022 (0,4889203)	0,4318405 (0,4953714)	0,6363746 (0,4810923)	0,4462852 (0,4971518)
Religion	Appartient à une religion	0,8823674 (0,3222047)	0,9654558 (0,1826367)	0,8976432 (0,3031483)	0,9745196 (0,1575934)
	N'appartient pas à une religion	0,1176326 (0,3222047)	0,0345442 (0,1826367)	0,1023568 (0,3031483)	0,0254804 (0,1575934)
Épargne	Épargne possédée	0,2270257 (0,418951)	0,3793577 (0,4852653)	0,1832014 (0,3868715)	0,3657093 (0,4816726)
	Épargne non possédée	0,7729743 (0,418951)	0,6206423 (0,4852653)	0,8167986 (0,3868715)	0,6342907 (0,4816726)
Crédit	Crédit obtenu	0,0614168 (0,2401172)	0,0619223 (0,2410334)	0,0850336 (0,2789605)	0,1239038 (0,3295019)
	Crédit non obtenu	0,9385832 (0,2401172)	0,9380777 (0,2410334)	0,9149664 (0,2789605)	0,8760962 (0,3295019)
Statut matrimonial	Marié	0,7646446 (0,4242629)	0,6950679 (0,4604148)	0,7958182 (0,4031441)	0,7244777 (0,446818)
	Veuf/divorcé	0,1545706 (0,3615308)	0,1324856 (0,3390445)	0,1359186 (0,3427375)	0,1255357 (0,3313557)
	Célibataire	0,0807848 (0,2725314)	0,1724465 (0,3777978)	0,0682632 (0,2522231)	0,1499866 (0,3570909)

Source : construit par les auteurs à partir d'ECAM 3 et 4 et STATA 12.

Note : les valeurs entre parenthèses constituent les écarts type.

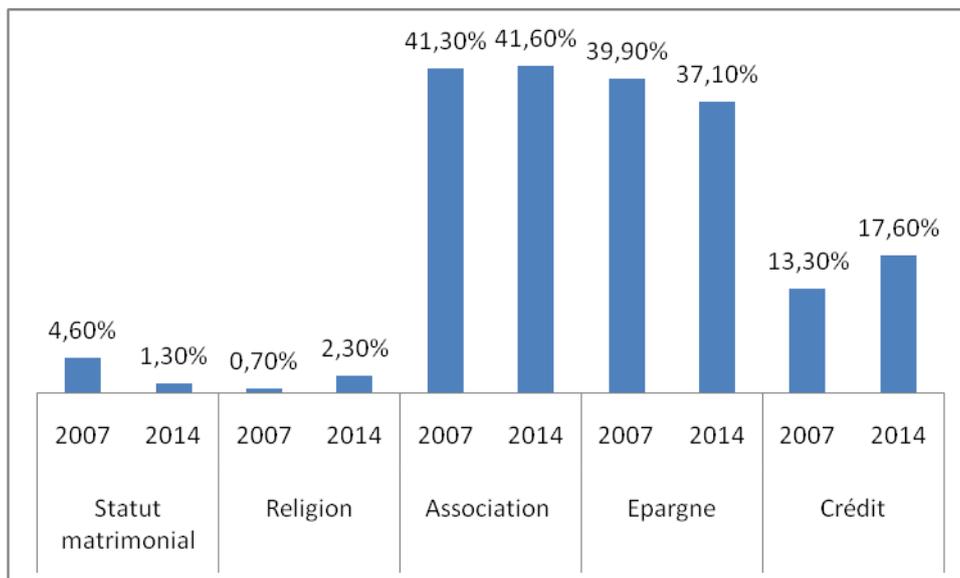
**Tableau 7A: structuration de la confiance par genre et par année**

		Année			
		2007		2014	
Variables liées à la confiance		Genre			
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Association	Appartient à une association	0,5083042 (0,5000133)	0,442555 (0,4967189)	0,4826862 (0,499784)	0,4272369 (0,494711)
	N'appartient pas à une association	0,4916958 (0,5000133)	0,557445 (0,4967189)	0,5173138 (0,499784)	0,5727631 (0,494711)
Religion	Appartient à une religion	0,9371705 (0,242696)	0,9050201 (0,2932048)	0,9538098 (0,209932)	0,9208987 (0,2699152)
	N'appartient pas à une religion	0,0628295 (0,242696)	0,0949799 (0,2932048)	0,0461902 (0,209932)	0,0791013 (0,2699152)
Épargne	Épargne possédée	0,2709395 (0,444518)	0,2850714 (0,4514755)	0,2563585 (0,4366953)	0,2569594 (0,4369867)
	Épargne non possédée	0,7290605 (0,444518)	0,7149286 (0,4514755)	0,7436415 (0,4366953)	0,7430406 (0,4369867)
Crédit	Crédit obtenu	0,0557496 (0,0557496)	0,0633068 (0,2435285)	0,1020185 (0,3027235)	0,1003097 (0,300433)
	Crédit non obtenu	0,9442504 (0,2294752)	0,3027235 (0,2435285)	0,8979815 (0,3027235)	0,8996903 (0,300433)
Statut matrimonial	Marié	0,2568916 (0,436991)	0,8805326 (0,3243571)	0,2902281 (0,4539437)	0,9139917 (0,2803954)
	Veuf/divorcé	0,5422838 (0,4982908)	0,0310896 (0,1735703)	0,4909735 (0,5000024)	0,0210154 (0,1434454)
	Célibataire	0,2008247 (0,4006831)	0,0883778 (0,2838606)	0,2187985 (0,413501)	0,0649929 (0,2465301)

Source : construit par les auteurs à partir d'ECAM 3 et 4 et STATA 12.

Note : les valeurs entre parenthèses constituent les écarts type.

**Figure 1A : Contributions des indicateurs primaires pour la construction du rayon de confiance en 2007 et 2014**



Source : Construit par les auteurs à partir d'ECAM 3 et 4 à partir de STATA 12 et Microsoft EXCEL.